

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 11 juillet 2022

Cet été, soyons plus chauds que la météo !

Ce samedi à Colombo, dans la capitale du Sri Lanka, des centaines de manifestants ont envahi la résidence officielle du président Gotabaya Rajapaksa qui a dû prendre la fuite. Face à la contestation massive qui se poursuit dans le pays, celui-ci a annoncé qu'il démissionnerait le 13 juillet.

La clique des Rajapaksa est en grande partie responsable de la situation économique catastrophique dans laquelle se trouve le pays. Au pouvoir depuis 2005, elle a fait contracter à l'État des prêts de plusieurs milliards de dollars qui n'ont servi qu'à alimenter la corruption et enrichir les milieux d'affaires. Si bien qu'après des années de ce régime, le pays a fini par s'enfoncer dans une crise sans précédent. La population doit faire face à des pénuries de carburant et à une inflation qui dépasse les 50 %. D'après l'ONU, 80 % des Sri-lankais sont contraints de sauter des repas. Mais la misère croissante a fini par enfanter cette colère que craignent tous les gouvernements du monde : celle des exploités et des opprimés.

Chez nous aussi...

L'explosion de colère qui a éclaté au Sri Lanka n'est probablement que la première d'une longue série à venir. Face à l'inflation et aux pénuries, ce sont les conditions de vie de centaines de millions de travailleurs à travers le monde qui se trouvent menacées. Et pas seulement dans les pays pauvres. Ici aussi on doit faire avec des prix qui flambent, au supermarché ou à la pompe à essence.

Parmi nos collègues, nos proches ou nos voisins, qui ne s'est pas plaint ces dernières semaines du prix du caddie ? Des difficultés à payer le loyer ou l'électricité ? Du fait que tout soit trop cher et nos salaires trop bas ? Certains dans notre entourage commencent le mois avec le compte à sec, voire à découvert, redoutant le prochain pépin de voiture, ou de santé, car conscients de ne pas avoir les économies pour y faire face. Il faut dire qu'avec un Smic à 1 300 euros et un seuil de pauvreté à 1 100 euros, le salaire de bien des travailleurs au bas de l'échelle permet de survivre, pas de vivre. Et même chez ceux qui gagnent un peu moins mal leur vie, combien de vacances annulées ces dernières semaines ?

Se battre pour vivre dignement

Les patrons se plaignent de ne pas arriver à recruter ! Pas étonnant avec les salaires et les conditions de travail qu'ils imposent !

Mais le rapport de force devient plus favorable aux travailleurs. Des grèves éclatent en ce moment pour réclamer de vraies augmentations de salaire : 300 euros mensuels pour tous par exemple chez les grévistes de l'aéroport de Roissy. Car nous n'en sommes plus à nous satisfaire de primes. Et encore moins des miettes que le gouvernement Borne 2 s'apprête à concéder – son chèque alimentaire de 100 euros ne remplira même pas un vrai caddie... – après un round de pitreries parlementaires.

Pour frapper plus fort, frappons ensemble !

Ces luttes, il faut les unifier pour les rendre plus efficaces. Les syndicats Sud et CGT ont bien fixé une date nationale de mobilisation générale... mais seulement le 29 septembre, et pour défendre les retraites. Certes, il faudra riposter à Macron aussi sur ce sujet. Mais l'inflation n'attend pas et continuera de progresser tout l'été. Et c'est dès aujourd'hui qu'il faudrait coordonner les luttes et les amplifier, ce que ne font pas les confédérations syndicales. Sans un mouvement d'ensemble, nous ne pourrions que subir les attaques du patronat et du gouvernement. Il faut faire entendre et imposer nos mesures d'urgence :

1. augmentation uniforme de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions d'au moins 300 euros, comme l'ont mis en avant les grévistes de Roissy ;
2. pas de revenus inférieurs à 1 800 euros ;
3. des embauches dans tous les secteurs à la hauteur des besoins ;
4. l'augmentation des salaires, allocations et pensions au même rythme que l'inflation.

C'est encore la mobilisation qui paye !

Au Montage, équipe 12, mardi, 120 salariés se sont réunis près de HC, mercredi 65 salariés près des lignes MV. Ils revendiquaient la suppression de la séance du samedi 9 juillet. Finalement la direction l'a annulée, elle évoque des problèmes de pièces... quelle blague ! En réalité elle a eu peur de la réaction des travailleurs, et craignait d'avoir trop d'absents pour grève.

Quand on est unis pour protester, la direction recule, il faudra s'en souvenir.

Ça sert à rien de courir, qu'elle réfléchisse d'abord

Beaucoup de salariés sont mécontents du travail obligatoire vendredi 15 et samedi 16 juillet. Il y a un mois, la direction avait parlé de faire le pont et nous impose maintenant tout le contraire. Tavares dit que la pénurie de puces électronique va durer jusqu'en 2023, PSA Sochaux et Rennes accumulent déjà les journées et semaines chômées.

À quoi ça sert de travailler les samedis et dimanches, ou pendant la pause (GJP) alors qu'on sait qu'on va chômer dans quelques semaines. Mobilisons-nous, disons stop aux H+ obligatoires !

Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même

Le directeur du site PSA Poissy se lamente des retards de production : « l'image du site "n'est pas au meilleur de sa forme" », « une puce donnée à Poissy doit faire un client heureux dans les plus brefs délais ». Le bonheur du client, la direction s'en fiche, c'est son argent qui l'intéresse. Si le directeur veut fournir plus vite des voitures, il peut commencer à recruter, améliorer les conditions de travail, arrêter de gérer ses stocks en flux-tendu ou les faire lui-même.

Nous, ce qu'on constate c'est que c'est notre salaire qui n'est pas au mieux de sa forme. Face à l'inflation à 6 %, l'augmentation de salaire est en retard et on revendique d'être « heureux » dans les plus brefs délais.

Dans leurs bureaux c'est sûr il ne fait pas trop chaud

À partir de plus de 31°C à la rotonde à 15h30, la direction accorde une pause supplémentaire. Elle conseille aussi des zones dites « fraîches ». Aucun ouvrier de chaîne ne travaille à la rotonde et dans les ateliers il fait beaucoup plus chaud et plus tôt. Les dirigeants n'y sont jamais et inventent des règles à côté de la plaque.

On peut toujours s'accorder une pause collective et s'inviter dans leurs bureaux « zone fraîche ».

GJP : Gé Jeté à la Poubelle

Mercredi 6 juillet, Montage, équipe 22, face aux mécontentements des salariés, le RG a dû annuler le travail prévu pendant la pause (GJP) sur les lignes POM, GAV et HAM. Et sur l'Habillage Moteur, plusieurs salariés ont refusé de faire la GJP. Pour se faire entendre il n'y a que cette méthode : un bon coup de colère !

L'école de l'exploitation

Comme chaque été, la direction recrute des dizaines de stagiaires ingénieurs pour tenir des postes à la chaîne... gratuitement. Pire, la direction leur met la pression pour travailler pendant la pause, alors que c'est illégal, les stagiaires n'ont pas le droit de faire des heures supplémentaires. Le projet pédagogique que propose PSA : découvrir le vrai visage du capitalisme, voleur, hors la loi et menteur. Preuve de la nécessité d'être solidaire des luttes des ouvriers.

Une guerre patronale internationale

Sur les 49 000 salariés Fiat en Italie, Stellantis vient d'annoncer la suppression de 1 820 postes (démissions et préretraites), dont 600 à l'usine de Fiat Turin-Mirafiori. La direction prévient que ce n'est qu'une première étape, la presse parle d'une baisse future de 30 % des effectifs. Comme en France, la direction vide les usines, sans forcément les fermer : 2 000 suppressions de postes prévues en 2 ans à PSA en France.

L'avenir que nous offre le patronat c'est le chômage pour nous et nos enfants. Quel que soit le pays, il faudra que tous les travailleurs de Stellantis s'unissent contre ces attaques sans frontières.

Si même eux le disent !

Les médecins du travail des sites PSA-France ont fini par révéler dans un courrier ce que tout le monde savait déjà : les risques sur la santé des salariés. En cause : dégradation des conditions de travail, augmentation des risques psychosociaux et difficulté de remontée des alertes.

Des risques pour la santé mentale, à cause de la surcharge de travail, et physique par manque de sécurité et de prévention. Les médecins notent que les anciens sont dans « l'anxiété majeure d'inaptitude », qu'ils se « surexposent ou (...) sont sur-sollicités », tandis que les jeunes « apparaissent de plus en plus éccœurés, cassés physiquement et souvent très vite ».

Une situation que nous vivons tous les jours et que la direction voudrait bien taire. Nous n'avons pas attendu la lettre des médecins pour le constater.

Tous ensemble pour faire s'envoler nos salaires

À l'aéroport de Roissy, les salariés veulent 300 € pour tous et comptent bien se battre pour les obtenir.

Le 30 juin, ce sont les pompiers d'aéroport de Paris qui ont ouvert le feu en se mettant en grève, entraînant une annulation de 10 % des vols.

Le 1^{er} juillet, 20 % des vols étaient annulés, la grève a touché une trentaine d'entreprises. Des salariés d'Air France, d'ADP (Aéroports de Paris), de Servair (repas), des agents de piste, du personnel navigant, des entreprises de sûreté et du tri bagages, de Fedex (colis) et des hôtels..., plus de 400 travailleurs ont manifesté dans le terminal 2, devant les voyageurs.

Pour 300 € pour tous, c'est la voie à suivre : la grève dans l'unité, quelle que soit notre entreprise !